



HAL
open science

Réinterroger la décentralisation au prisme de la gestion de crise

Bruno Loustalet

► **To cite this version:**

| Bruno Loustalet. Réinterroger la décentralisation au prisme de la gestion de crise. 2020. hal-03111535

HAL Id: hal-03111535

<https://hal.science/hal-03111535>

Submitted on 15 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L

La décision politique du confinement a été très rapidement évaluée à l'aune de la communication d'un gouvernement confronté à la pénurie de masques et de tests de dépistage. Leur distribution rationnée interroge l'inflexion de la politique de gestion de la crise sanitaire. Elle a conduit l'Etat à reporter l'effectivité de la constitution des stocks de précaution sur les agents microéconomiques ainsi que la gestion de crise sur la seule capacité régulatrice du marché. Les territoires ont été placés hors champs de ces paradigmes de la gestion du risque sanitaire au point de fragiliser le modèle de décentralisation de l'action publique.

La défaillance de l'Etat ouvre une fenêtre d'opportunité pour les territoires. Tous les échelons se sont mobilisés pour la fourniture de masques et autres équipements de protection. Ces derniers revêtent une charge symbolique auprès des populations revenues brutalement aux contingences de la gestion de crise. Elles prennent appui sur les initiatives citoyennes mobilisées pour la fabrication de ces objets devenus des produits rares parce qu'introuvables.

Alors que l'agenda électoral du renouvellement des exécutifs du bloc communal reste ouvert, les discours politiques des élus territoriaux investissent la communi-

Réinterroger la décentralisation au prisme de la gestion de crise

cation informelle qui foisonne sur les réseaux sociaux. Et celle relative aux commandes de masques leur fournit l'opportunité de réenclencher une communication politique. Les leçons de la séquence des « gilets jaunes » de fin 2018 semblent avoir été retenues alors que la parole publique avait été rendue inaudible au plus fort de la crise sociale.

Les régions, les métropoles, les départements et les intercommunalités ont investi massivement dans l'acquisition de masques lavables. Les postures politiques relatives à leur approvisionnement

pôles territoriaux, comme échelle d'intermédiation. Quant aux métropoles institutionnalisées trop préoccupées à satisfaire les injonctions de la globalisation, elles n'ont pas toutes atteint la maturité politique pour assumer, vis-à-vis de leurs territoires périurbains, un projet inclusif et résilient.

La région trouve ainsi l'opportunité de s'inviter dans l'agenda institutionnel post-Covid-19. Sous couvert du lien direct de gouvernance territoriale avec les communes, elles anticipent une improbable capacité régulatrice en référence au modèle fédéral allemand.

La symbolique attachée aux masques questionne l'architecture institutionnelle de quarante ans de décentralisation. Ne signe-t-elle pas son échec face à l'impossible report des paradigmes de l'Etat providence sur les échelles territoriales en matière de gestion du risque sanitaire? Inclure la gestion de crise au domaine de compétences régaliennes de l'Etat n'induit-il pas alors pour celui-ci la nécessité de s'émanciper des corporatismes et à ses élites d'avoir le courage de ne pas succomber aux jeux d'une classe politique qui prospère dans leur ombre? ●



BRUNO LOUSTALET,
vice-président (SE)
de la CC de Miribel
et du plateau (Ain) (*)

– les masques commandés en avril ne seront, au mieux, livrés qu'en juin – visent, par l'intermédiaire des discours, à redéfinir les rapports de force entre les échelles territoriales institutionnalisées.

Les rapports « Balladur » et « Attali » avaient sonné le glas des velléités d'une possible régénération de l'échelle départementale dévitalisée politiquement. En tentant de rétablir le lien communal, la loi « engagement et proximité » de décembre 2019 ouvre la voie à la dénaturation de l'instrumentation des intercommunalités, comme échelles de projet, et des

(*) Doctorant au laboratoire de recherches interdisciplinaires ville, espace, société à l'École nationale des travaux publics de l'Etat.